

La Turquie dans l'Europe, un cheval de Troie laïque

samedi 25 février 2006, par [Aurélien Roulland](#), [Nobel](#)

© **Turquie Européenne - Nobel et Aurel**

« Il faut savoir choisir entre la révélation passée et la liberté future »
Mustafa Kemal Atatürk.

Afin de démontrer la prétendue faiblesse des valeurs laïques et démocratiques de la Turquie, les détracteurs de ce pays utilisent toujours les mêmes artifices. L'armée serait seule garante de la laïcité ainsi que des valeurs républicaines. Sans celle-ci, tous les Turcs seraient favorables à l'instauration de la charia car en fait la majorité des Turcs serait profondément islamiste. D'après eux, 72 millions de musulmans potentiellement islamistes attendraient aux portes de l'Europe.

Bien, admettons que les Turcs, dans leur grande majorité, soient des islamistes embusqués derrière leur barbe ou leur voile, et que l'Etat leur impose des valeurs auxquelles ils n'adhéreraient pas.

Partant de cette hypothèse, comment expliquer alors que ces mêmes turcs aient élu une femme, Tansu Ciller, non seulement à la tête d'un parti politique mais aussi comme premier ministre de 1993 à 1996 ? Car enfin, quel islamiste ferait confiance à une femme ? Quel islamiste lui donnerait son vote pour qu'elle dirige non seulement sa destinée mais aussi celle de son pays ? Quel pays qui n'accorderait que peu de droits à la femme placerait celle-ci à la tête d'un gouvernement ? S'il y a bien un symbole pour comprendre la place accordée aussi bien à la laïcité et à la religion dans un pays à majorité musulmane, c'est la place de la femme dans la société. En effet, dans ce cas ce n'est pas l'Etat qui a imposé sa vue à une société puisqu'une élection démocratique prouve sans contestation possible les idées désirées par le peuple. Donc un peuple qui soutient la candidature d'une femme ne peut en aucun cas être tenté par l'islamisme.

« Une république n'est point fondée sur la vertu ; elle l'est sur l'ambition de chaque citoyen, qui contient l'ambition des autres », aurait dit Voltaire s'il était encore vivant pour voir le progrès incroyable que les femmes turques ont réalisé ces dernières décennies pour leur émancipation dans la société. Celui qui a déjà mis les pieds en Turquie, qui y a vécu, étudié ou travaillé, peut faire état du fonctionnement de la société. Les femmes sont partout. Elles sont professeurs, médecins, avocates, juges, maires, etc. Elles occupent des fonctions identiques que leurs homologues masculins. Les femmes turques ne refusent pas d'être consultées par un médecin de sexe masculin, les piscines sont mixtes, la religion est en dehors des administrations. Pour comprendre la société turque, ce sont des exemples concrets qui parlent aux lecteurs et non ces phrases qui ne sont que concepts, suppositions et préjugés.

Si j'insiste sur le droit et la place de la femme dans la société turque, c'est qu'elle traduit à elle seule le formidable parcours de la société turque depuis l'abolition du califat en 1924.

Le droit de la femme de disposer librement de son corps et de sa sexualité est aussi un signe de modernité d'une société et surtout une moindre influence du religieux sur les lois civiles. Ces droits ont été gagnés grâce à la pression des mouvements féministes qui se sont battus pour les obtenir. Le dynamisme de ces mouvements est un indicateur important quant à la participation de la société dans la voie du progrès. Comme le précise **Pinar Ilkkaracan**, cofondatrice de l'association Femmes pour les droits humains des femmes (Women for Women's Human Rights - New Ways) ce n'est pas la pression de l'UE qui a permis les avancées en matière de droits des femmes mais ce sont les femmes turques qui se sont battues pour les conquérir. Il y a une véritable demande à ce sujet au sein de la société turque et cette force continue de grandir.

En 2005, la réforme du code pénal turc a abrogé la notion de crimes passionnels. Depuis, il n'est plus fait, dans les jugements, de distinctions entre les crimes passionnels et les autres homicides, alors que les chiffres prouvent que ce n'est toujours pas le cas dans la plupart des pays européens.

Un Etat peut imposer certaines valeurs universelles mais si celles-ci ne sont pas souhaitées le peuple le fera savoir. Or il n'en est rien en Turquie puisque d'année en année les Turcs démontrent leur attachement à ces valeurs.

Le viol conjugal est désormais criminalisé (il ne l'est pas encore en Grèce) ; la définition du viol et des abus sexuels est élargie - ce n'est plus un crime contre la chasteté mais contre le corps de l'individu.

L'avortement est évidemment légal en Turquie alors qu'il ne l'est ni en Pologne, ni en Irlande...

La société civile manifeste un dynamisme qui montre qu'elle sait aussi prendre son destin en main. En effet, les médias et organisations n'hésitent pas à commenter tous les points de vue lorsqu'il s'agit par exemple de la tenue d'une conférence sur le génocide arménien. Il n'y a pas de tabou à ce sujet et les différentes opinions peuvent désormais s'exprimer. D'ailleurs, le tribunal d'Istanbul a prononcé un non-lieu pour Orhan Pamuk.

La population turque est jeune et avide de s'approprier les valeurs universelles. Quel homme préférerait une limitation de sa liberté d'expression, de ses droits, quelle femme refuserait d'être l'égale d'un homme ? Toutes ces valeurs que l'Europe connaît mais qui ne sont pas pourtant pas appliquées sur tout le continent, la population turque s'est battue pour les conquérir bien avant sa demande d'accession à l'UE. Ce serait n'avoir aucune considération pour l'intelligence humaine que de penser que la liberté est voulue par certains peuples et refusée par d'autres sous le prétexte de différences religieuses. La religion chrétienne et l'islam n'ont pratiquement aucune différence dans leurs textes « saints », à part le nom de leur prophète. Mis à part ceci, aucune ne parle de laïcité ni d'égalité homme femme. Ces droits sont le fruit d'une longue bataille qui a permis de construire une société libérée de l'influence des dogmes religieux sur les lois civiles. La Turquie n'échappe pas à cette règle. Mais comme dans tous les pays européens des mouvements extrémistes religieux ou populistes conservateurs existent mais ne représentent en aucun cas la majorité de la société turque. En effet, lorsque M. Erdogan (parti AKP) a fait campagne durant les élections législatives, il a mis l'accent sur une politique anti corruption et non sur son conservatisme religieux. Pendant ce temps-là son concurrent islamiste M. Erbakan n'a obtenu que 2,5% des voix. L'AKP a réalisé un score de 34% car il a réussi à rassembler, sur d'autres thèmes que la religion, un électorat très large, déçu par la classe politique traditionnelle.

Quant à l'affaire des caricatures du prophète Mohammed, s'il est vrai que la Turquie devait connaître quelques manifestations, en revanche, des journalistes de diverses sensibilités les ont interprétées à leur manière et ont aussi critiqué la réponse violente à ces dessins du quotidien Radikal :

Tu peux te servir de la religion... Ce que tout le monde fait.

Tu peux en faire un instrument de domination... Ce que même certains pays font.

Tu peux, en son nom, tuer des gens, organiser des massacres... Ce que d'ailleurs nous faisons

MAIS TU NE PEUX PAS LA CARICATURER !!!!

© Emre Ulas, Radikal, le 04/02/2006

La laïcité a besoin d'être consolidée et appliquée dans tous les pays rejoignant l'UE.

Si l'UE veut réellement avancer vers une laïcité séparant la sphère religieuse de la société civile elle devrait commencer par abolir l'article 34 du Traité Constitutionnel qui prévoit de maintenir un dialogue régulier avec les églises et organisations, en reconnaissance de leur identité et leur contribution spécifique. Cet article introduit une discrimination et un régime privilégié au sein de la société civile qui déroge au principe de séparation des Églises et des institutions publiques ainsi qu'au principe d'égalité des citoyens. La contribution spécifique de l'Eglise ne concerne que ses fidèles et non tous les citoyens européens.

Il n'y aucune raison d'accorder le privilège d'un dialogue régulier avec l'Eglise car cette dernière n'est en aucun cas l'émanation d'une quelconque expression démocratique. Les citoyens européens, dans leur grande majorité, ne se reconnaissent point dans les recommandations de l'Eglise.

En quoi l'accession à l'Europe comblerait ce prétendu fossé entre un Etat séculier et une société traditionaliste religieuse ?

Nous parlons très souvent du risque islamiste en Turquie, c'est-à-dire de l'intrusion du religieux dans les règles civiles. Ce risque n'est pas plus élevé en Turquie qu'il ne l'est en France, Pologne, en Grèce, au Portugal ou en Italie. Pire, la religion se permet des écarts qu'elle ne pourrait jamais faire en Turquie. Un juge est condamné en Italie à 7 mois de prison et 1 an d'interdiction de fréquentation des salles publiques au seul motif qu'il refuse l'affichage de symboles religieux dans les tribunaux italiens. Le Juge Luigi Tosti, du tribunal de Camerino (Italie) vient d'être suspendu de ses fonctions et traitement par la section disciplinaire du Conseil Supérieur de la Magistrature, instance saisie par l'avocat général de la Cour de Cassation, autrement dit le gouvernement italien de Silvio Berlusconi.

On a vu il y a encore pas longtemps l'exemple en Grèce où Gerhard Haderer, qui avait décrit le christ comme saoulard, avait été sous le coup d'un mandat d'arrêt européen et son livre interdit.

La Pologne vient de donner une majorité parlementaire à la droite conservatrice. La coalition (minoritaire) au pouvoir sous la direction de Kazimierz Marcinkiewicz s'appuie sur un parti populiste et un autre d'extrême droite ultra catholique.

La société polonaise a encore beaucoup d'efforts à faire pour dissocier l'Eglise de l'Etat. Ahh mais non, j'avais oublié elle fait partie de l'UE malgré tout !

Et puisque nous sommes en Pologne, penchons nous sur le regard de ce pays envers la communauté homosexuelle. Kazimierz Marcinkiewicz a fait récemment une déclaration qui en dit long sur sa vision des droits de cette dernière :

« *Si une telle personne essaye d'« infecter » d'autres avec son homosexualité, alors l'Etat doit intervenir* ». Notons là encore que si la communauté homosexuelle rencontre des problèmes d'adaptations comme dans tous les pays, elle est toutefois insérée dans la vie sociale et culturelle. Deux des plus aimés chanteurs de Turquie, **Zeki Müren** (aujourd'hui décédé) et **Bülent Ersoy** sont des transsexuels qui apparaissent dans la vie publique avec des vêtements de femmes. Quelle société non seulement attachées à des « valeurs » islamistes, mais aussi catholiques ou juives, aduleraient comme c'est le cas en Turquie des transsexuels ? Pourtant, c'est une erreur de penser que dans le coran comme dans la bible les punitions pour homosexualité soient différentes. En réalité elles sont condamnées avec autant violence dans chacun de ces deux livres.

Et s'il existe un point commun entre la Pologne et la Turquie, c'est que chacun de ses pays exerce le dogme d'un individu. En Pologne, cet individu se trouve être feu JPII, l'ex-représentant de l'Eglise catholique. Son portrait est présent partout comme est présent partout en Turquie, celui d'Atatürk. Et même si le culte de ce dernier est discutable et d'ailleurs commence à être discuté en Turquie, il représente avant tout la nation basée sur le système laïque, et non le chef d'une religion qui n'est pas partagée par l'ensemble des concitoyens d'un pays. En Turquie, certes, contrairement à d'autres pays d'Europe, il vaut encore mieux s'attaquer au prophète de n'importe laquelle des trois religions qu'à au dogme d'un individu qui représente la souveraineté nationale de la république moderne et laïque. Aux chefs d'Etats qui se servent de la religion pour pulser leur électorat, de Bush citant le psaume 23 de la Bible au lendemain du 11 septembre, au premier ministre catholique ultra conservateur polonais, Mustafa Kemal se serait certainement adressé en ces mots que tous les turcs lui connaissent :

« *L'homme politique qui a besoin du secours de la religion pour gouverner n'est qu'un lâche. Or, jamais un lâche ne devrait être investi des fonctions de chef de l'Etat.* »

Contrairement aux idées reçues, avoir la Turquie comme membre européen à part entière au sein de l'Union serait la meilleure façon de consolider une laïcité vacillante dans plusieurs pays européens. Le peuple turc s'approprie les valeurs européennes, qui sont aussi siennes, à une vitesse impressionnante. La Turquie est une mosaïque religieuse. La population se réclamant de l'islam y est majoritaire. Les sunnis (environ 60%) et les alévis (25% de la population turque) représentent différentes branches de l'islam. Les alévis ne vont pas à la mosquée, ne font pas les cinq prières par jour et pratiquent la mixité durant le culte. De plus une partie des alévis ne se reconnaît même pas dans l'islam.

Mais il existe en Turquie, comme n'importe quel pays européen, des chrétiens et des juifs. A l'est du pays et dans les grandes villes vivent la plupart des chrétiens d'Orient (chaldéens, maronites, jacobites, nestoriens, melkites), mais la plus grande communauté est arménienne grégorienne. Les orthodoxes sont

présents à Istanbul et sur les îles des mers de Marmara et de l'Egée. A Antakya (Antioche en français) se trouvent des Arabes dépendant du patriarcat constantinopolitain. Les orthodoxes des églises autocéphales (Turcs, Russes, Géorgiens, Serbes, Macédoniens, Bulgares, Albanais) se trouvent plutôt dans les villes, tandis que les Molokans sont eux, dans le Caucase turc. Les Eglises occidentales sont représentées dans tout le pays (catholiques, protestants), mais représentent qu'une faible partie de la population turque. Les juifs ne sont présents que dans les villes (Istanbul, Ankara, Gallipoli, Edirne, Antioche, Izmir). Ils sont généralement séfarades, sauf quelques minorités ashkénazes, karaïtes et marranes. Pour finir, dans quel pays musulman, et même au regard de l'actualité religieuse, quel pays européen, peut-on encore se vanter de voir dans ses librairies des livres de poètes, d'écrivains, de penseurs connus pour leur athéisme, critiquant ouvertement la religion islamique et son prophète ? (Turan Dursun, Ilhan Arsel, Mina Urgan...) Cela démontre tout simplement que la population turque n'a rien d'homogène mais que la laïcité leur permet de vivre ensemble. Cette façon de vivre est la norme depuis les débuts de la république turque et elle est bien ancrée dans les mentalités.

A l'image de cette citation de Mustafa Kemal par laquelle nous commençons, ceux des turco-sceptiques qui ont cru avoir des révélations à propos de la laïcité turque, devraient maintenant libérer leur esprit et penser au futur pour la survie de la laïcité européenne. Songeons que s'il lui reste encore d'énormes efforts à faire sur de nombreux autres plans, en matière de laïcité, il peut être certain que la Turquie lui sera un allié solide et en aucun cas à mésestimer à ce sujet.

Nobel & Aurel, libres penseurs pour Turquie Européenne.

L'[article](#) qui a inspiré cet éditorial, commenté par notre rédaction.